

Human Rights Watch dénonce Israël pour « crime d'apartheid »

28.04.2021

Categories: Apartheid et colonialisme

Human Rights Watch (HRW) demande à la Cour pénale internationale d'enquêter sur la "discrimination systématique" pratiquée par Israël à l'encontre des Palestiniens, en affirmant que le gouvernement applique une politique globale visant à "maintenir la domination des Israéliens juifs sur les Palestiniens".

[Dans un rapport publié le 27 avril](#), Human Rights Watch a utilisé le terme « apartheid » pour désigner les politiques d'Israël à l'égard des palestiniens. D'après Omar Shakir, directeur du groupe pour Israël et la Palestine "Il s'agit de la conclusion la plus sévère à laquelle HRW soit parvenue sur la conduite d'Israël depuis 30 ans que nous documentons les abus sur le terrain".

Le rapport s'appuie sur des années de documentation sur les droits humains, une analyse des lois israéliennes, un examen des documents de planification du gouvernement et des déclarations de responsables.

Human Rights Watch a comparé les politiques et les pratiques à l'égard des près de 7 millions de Palestiniens dans les territoires occupés et en Israël avec celles concernant à peu près le même nombre d'Israéliens juifs vivant dans les mêmes régions.

L'ONG a conclu qu'il existait une "réalité actuelle d'une autorité unique, le gouvernement israélien... qui privilégie méthodologiquement les Israéliens juifs tout en réprimant les Palestiniens, le plus sévèrement dans les territoires occupés".

Avec ce rapport, HRW est devenu le premier grand organisme international de défense des droits à appliquer le terme d'« apartheid » à la politique israélienne.

Utilisé pour la première fois en relation avec la ségrégation raciste pratiquée par l'Afrique du Sud à l'encontre des citoyens non blancs, l'apartheid - qui signifie "séparation" en afrikaans - est un crime contre l'humanité en vertu du droit international.

Selon le statut de Rome de 1998 qui a créé la Cour pénale internationale (CPI), l'apartheid est défini comme un "régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques d'un groupe racial sur tout autre" avec l'intention de "maintenir ce régime". La persécution, qui est également un crime contre l'humanité, est définie comme "la privation intentionnelle et grave des droits fondamentaux" d'un groupe de personnes.

Human Rights Watch a déclaré qu'à l'intérieur d'Israël - où environ un cinquième des 9 millions de

citoyens sont des Palestiniens - et dans le territoire occupé, les autorités avaient cherché à maximiser les terres disponibles pour les communautés juives et à concentrer la plupart des Palestiniens dans des centres de population denses.

"Les autorités ont adopté des politiques visant à atténuer ce qu'elles ont ouvertement décrit comme une "menace" démographique de la part des Palestiniens", indique le rapport, faisant référence aux préoccupations exprimées par des politiciens israéliens selon lesquelles une population palestinienne majoritaire mettrait en danger l'État juif. "À Jérusalem, par exemple, le plan du gouvernement pour la municipalité (...) fixe l'objectif de 'maintenir une solide majorité juive dans la ville' et précise même les ratios démographiques qu'il espère maintenir."

Selon le rapport, les autorités israéliennes "pratiquent une discrimination systématique à l'encontre des Palestiniens". Cette discrimination est la plus extrême dans les territoires occupés, notamment en Cisjordanie, qu'Israël a capturée lors de la guerre des six jours en 1967. Plusieurs centaines de milliers de colons israéliens y vivent aujourd'hui en tant que citoyens, tandis qu'environ 2,7 millions de Palestiniens ne le sont pas et vivent sous le joug de l'armée.

Selon Kenneth Roth, directeur exécutif de HRW, il ne s'agit pas simplement d'une "occupation abusive". "Ces politiques, qui accordent aux Israéliens juifs les mêmes droits et privilèges où qu'ils vivent et discriminent les Palestiniens à des degrés divers où qu'ils vivent, reflètent une politique visant à privilégier un peuple au détriment d'un autre", a déclaré Roth.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a réagi avant même la publication de ce rapport, déclarant à l'AFP qu'il s'agissait d'un «tract de propagande» sans lien «avec les faits ou la vérité sur le terrain» et rédigé par une organisation muette «de longue date par un agenda anti-israélien». "Les affirmations fictives que HRW a concoctées sont à la fois absurdes et fausses", a-t-il ajouté, en déclarant que le groupe cherchait depuis des années à « promouvoir les boycotts d'Israël ».

Israël réagit chaque fois fortement qu'on l'accuse de pratiquer des discriminations à l'encontre des citoyens palestiniens du pays, également appelés Israéliens arabes, en invoquant les lois sur l'égalité des droits et le fait que les Arabes sont représentés au gouvernement et dans le système judiciaire.

En ce qui concerne la Cisjordanie occupée, Israël invoque des accords signés dans les années 1990 qui accordent aux Palestiniens une autonomie limitée dans cette région. Mais Human Rights Watch souligne que le gouvernement israélien "conserve le contrôle principal de nombreux aspects" de leur vie, notamment les frontières, les ressources naturelles et la circulation des personnes et des biens.

Sans compter les environ 2 millions de Palestiniens vivant sous un blocus strict à Gaza. Les forces israéliennes se sont retirées de Gaza en 2005, mais elles gardent le contrôle de ses frontières, de ses eaux et de son espace aérien.

Le rapport fait suite à des constatations similaires faites par des organismes israéliens de défense des droits, dont une annonce faite en janvier par B'Tselem, qui affirmait que le pays n'était pas une démocratie mais un "régime d'apartheid". Un autre groupe national, Yesh Din, a publié en été 2020 un avis juridique dans lequel il affirmait qu'Israël pratiquait l'apartheid, mais cette conclusion ne s'appliquait qu'à la Cisjordanie. Israël a fermement rejeté ces affirmations.

HRW a demandé au procureur de la CPI d'"enquêter et de poursuivre les personnes impliquées de manière crédible" et a appelé à des sanctions, notamment des interdictions de voyager et des gels d'actifs, à l'encontre des responsables, sans les nommer.

Sources :

- <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/israel/palestine>
- https://www.theguardian.com/world/2021/apr/27/israel-committing-crime-apartheid-human-rights-watch?CMP=Share_iOSApp_Other